



La détention de l'activiste anglophone, Tse Mancho Bibixy été examinée par Lawyers 'Rights Watch Canada (LRWC).

Ce groupe d'avocats spécialisés sur la détention arbitraire (WGAD) a déclaré qu'il avait entamé un réexamen de l'affaire impliquant le journaliste Mancho Bibixy Tse en réponse à la lettre du 14 juillet 2018 du LRWC qualifiant sa condamnation d'illégal.

Le tribunal militaire de Yaoundé a condamné Mancho Bibixy à une peine de quinze ans d'emprisonnement en mai dernier, contraignant le LRWC à adresser une lettre au chef de l'État demandant sa libération.

Avec l'aide de Felix Agbor Nkongho, avocat spécialisé dans les droits de l'homme, le LRWC a présenté au groupe de travail sur la détention arbitraire et les accusations portées contre Mancho comme une violation des droits de l'homme.

Les avocats de Right Watch Canada continuent à faire pression pour la libération de Mancho Bibixy ainsi que des personnes arrêtées dans le cadre de la crise dans les régions anglophones.